



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Nomination à la Cour des comptes

Question au Gouvernement n° 2748

Texte de la question

NOMINATION À LA COUR DES COMPTES

M. le président. La parole est à M. Patrick Hetzel.

M. Patrick Hetzel. Monsieur le Premier ministre, alors que la Cour des comptes dénonce aujourd'hui un redressement des comptes publics à l'arrêt, que la dette publique atteint 100 % du produit intérieur brut, menaçant notre souveraineté en nous plaçant entre les mains de nos créanciers, alors que vous condamnez les générations futures à payer le prix de votre refus du moindre effort budgétaire, nous venons d'apprendre que vous aviez l'intention de nommer à la tête de la Cour des comptes et du Haut Conseil des finances publiques une personne qui n'a aucune compétence en la matière. C'est du jamais vu !

M. Damien Abad. Scandaleux !

M. Patrick Hetzel. En somme, le Gouvernement se préoccupe davantage du sort de ses amis à recaser que de l'avenir de nos comptes publics. Vous faites passer la connivence avant la compétence.

Monsieur le Premier ministre, pourquoi avez-vous aussi peu de considération pour nos institutions ? Pourquoi négligez-vous à ce point la France et ses comptes publics ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur le député, je pensais que votre question porterait sur les comptes publics, mais je m'aperçois que vous vous livrez à des attaques ad hominem. Je ne puis vous répondre que par le silence. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. Patrick Hetzel.

M. Patrick Hetzel. Monsieur le Premier ministre, en arrivant au pouvoir, vous aviez promis aux Français que rien ne serait plus comme avant, que le copinage ne serait plus de mise dans le nouveau monde, que la compétence l'emporterait avant tout.

M. Roland Lescure. C'est vrai.

M. Patrick Hetzel. Force est de constater que votre nouveau monde est bien pire que l'ancien. On ne compte plus les ministres contraints de quitter le Gouvernement pour des affaires, ni les turpitudes à tous les étages de votre majorité. Que devient la France, dans tout cela ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Gérald Darmanin, ministre. Le problème, lorsqu'on écrit la réplique avant d'avoir entendu la réponse du Gouvernement... (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Il n'y a pas eu de réponse !

M. Gérald Darmanin, ministre. ... c'est qu'on est complètement hors sujet ! Vous en êtes réduit à commenter des rumeurs, à attaquer personnellement des membres du Gouvernement.

Mme Valérie Boyer. Démentez, dans ce cas !

M. Gérald Darmanin, ministre. Il me semblait que vous étiez membre du groupe Les Républicains. Le républicanisme suppose de ne pas insulter... (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Maxime Minot. Quelle condescendance !

M. Gérald Darmanin, ministre. ...de ne pas s'énerver, de ne pas s'exciter, de ne pas crier - c'est très mauvais pour le cœur. (*Mêmes mouvements*)

Si vous n'aviez pas lu votre papier, je vous aurais peut-être répondu au sujet des comptes publics.

M. Pierre Cordier. Les chiffres sont tellement mauvais...

M. Gérald Darmanin, ministre. Surtout, vos propos sont erronés. La dette publique n'a pas atteint 100 % du PIB...

M. Pierre Cordier. Ah bon ?

M. Gérald Darmanin, ministre. ...puisque nous avons, au contraire, ramené le déficit public à 2,2 % du PIB. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) Je me suis d'ailleurs permis, monsieur le député, de photocopier la lettre que j'ai écrite avec M. Le Maire au Premier président de la Cour des comptes, car je pensais que vous étiez attaché aux comptes publics et que vous m'interrogeriez à ce propos. Je constate malheureusement, pour le déplorer, que vous préférez commenter des rumeurs de façon malveillante.

M. Jean-Marie Sermier. Vous ne lisez pas la bonne réponse !

Mme Valérie Boyer. Pas de chance, on ne vous a pas passé les bonnes fiches !

Mme Bérengère Poletti. C'est du remplissage !

M. Gérald Darmanin, ministre. Je sais que les campagnes électorales énervent, mais il faut savoir prendre son temps. Respirez par le nez, soufflez par la bouche, tout va bien se passer ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) Si M. l'huissier veut bien vous transmettre la copie de ce courrier, je suis certain que vous le lirez avec attention et en tirerez profit pour poser une question la prochaine fois. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe LR – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. Minable !

M. le président. Mes chers collègues, puisque ce sujet vous passionne, sachez qu'après les questions au Gouvernement, le rapport annuel de la Cour des comptes nous sera présenté. Je compte sur votre présence pour me sentir un peu moins seul que d'habitude. Cette remarque vaut pour tous les députés. (« *Nous serons là !* » *sur les bancs du groupe LR.*)

M. Damien Abad. Nous ne sommes pas des ministres déserteurs !

Données clés

Auteur : [M. Patrick Hetzel](#)

Circonscription : Bas-Rhin (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2748

Rubrique : État

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 février 2020](#)